

KR/zü

Le 20 janvier 1982

VISITE A BERNE DE M. BERNDT VON STADEN,
SECRETAIRE D'ETAT AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA
REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE (15 - 19 JANVIER 1982)

Compte rendu de la visite de courtoisie effectuée le 18 janvier
chez le Chef du Département par M. von Staden

Début de l'entretien : 16 heures

CFA souhaite la bienvenue à son hôte et se déclare très heureux
de faire sa connaissance.

M. le Secrétaire d'Etat Probst résume très brièvement les entre-
tiens qui ont eu lieu lors de la séance de travail du matin et
souligne que M. von Staden a eu l'amabilité de fournir plus d'in-
formations qu'il n'a pu en recevoir.

M. le Secrétaire d'Etat von Staden (VST) se plaît à relever que
les précisions données par la délégation suisse au sujet de la
position des pays neutres et non alignés dans la CSCE revêtent le
plus grand intérêt pour la RFA. Aux dires de VST, M. Genscher
estime qu'il serait faux que les pays occidentaux proposent d'in-
terrompre la Conférence de Madrid car les délibérations à 35 Etats
participants sont très importantes dans le contexte de la crise
polonaise. Elles permettent de maintenir le dialogue et d'exercer
une pression politique sur l'URSS tout en espérant qu'elle facilite
à la Pologne la reprise du cours de ses réformes.

CFA souligne tout l'intérêt que la Suisse a de prendre part aux tra-
vaux de la réunion de Madrid qui représente le seul forum politique
où la Suisse puisse agir comme membre à part entière.

CFA demande à VST ce qui va se passer à Madrid le 9 février pro-
chain. Assisterons-nous à un long débat sur la Pologne ? Combien
de ministres des affaires étrangères se rendront-ils à Madrid à la
reprise des travaux de la CSCE ?



- 2 -

VST confirme que M. Genscher a été un des premiers ministres des affaires étrangères à décider d'aller à Madrid le 9 février prochain. En ce qui concerne les dix ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, le Comité politique doit encore se réunir à Bruxelles pour débattre de cette question. Cependant, il est probable que tous les ministres des affaires étrangères se déplaceront à Madrid, sauf un (le Grec) qui aurait invoqué, du moins officiellement, des raisons de calendrier.

M. Genscher serait heureux que les ministres des affaires étrangères des pays N + N aillent également à Madrid.

CFA pense que ses collègues suédois et autrichien seront présents à Madrid. Cependant, la position qu'adopteront les pays N + N fera l'objet d'entretiens à Vienne les 25 et 26 janvier 1982 entre les chefs de délégation. Aussi faut-il attendre le résultat de cette rencontre.

CFA demande à VST s'il est possible de signer un document final sur "les cendres d'une renaissance démocratique polonaise" ou s'il ne vaut pas mieux envisager un ajournement prolongé de la réunion de Madrid, voire sa suspension.

Pour VST, une interruption de la Conférence n'est certes pas à exclure, mais si l'on parvenait à présenter un document qui soit satisfaisant, alors pourquoi ne pas le signer ? A défaut d'accord, qui devrait assumer la responsabilité de proposer d'interrompre la réunion de Madrid? Les pays de l'Est ou de l'Ouest ?

VST se permet d'attirer ici l'attention de CFA sur le fait que, jusqu'à présent, les pays de l'Est ont toujours cherché à persuader les pays occidentaux de demander une suspension de la Conférence et que cette tactique a été appliquée avec succès lors de l'interruption de Noël dernier par exemple, où les Soviétiques ont approché certains pays N + N en les priant de faire ce qu'ils ne voulaient pas faire eux-mêmes.

- 3 -

Pour M. Genscher, cette question est non seulement un problème politique, mais aussi tactique. Il conviendrait de faire en sorte que la responsabilité de l'interruption de la Conférence soit endossée par ceux qui ont causé la crise que nous vivons.

PRO précise que les pays N + N à Madrid agissent au service de la paix et qu'avant de présenter des propositions, ils s'assurent de recueillir des deux côtés un minimum de réactions concordantes et positives.

VST relève que la RFA considère que l'on court un certain danger si l'on interrompt les travaux de Madrid à cause de la situation polonaise, car alors quand reprendre ? VST tient à préciser que les vues qu'il vient d'exposer ci-dessus sont celles de la République fédérale d'Allemagne et qu'elles ne sauraient représenter une position consolidée des Dix de la CE.

CFA précise que l'opinion publique suisse n'accepterait sans doute pas que l'on signe un document final dans la situation actuelle et que l'on court le risque de poursuivre dans une voie sans issue.

Interrogé par PRO sur les récents entretiens qui ont eu lieu entre le Chancelier Schmidt et le Président Reagan à Washington, VST explique que la RFA a pris note avec satisfaction que l'administration Reagan a décidé de maintenir le principe de la rencontre entre MM. Haig et Gromyko, prévue à Genève le 26 janvier prochain. De plus, les Américains ont pris deux décisions qui ont été accueillies à Bonn avec la plus vive satisfaction, à savoir :

1. de considérer le secteur désarmement comme un domaine à part, pas affecté par la crise polonaise, avec comme conséquence la reprise prochaine des négociations START,
2. de chercher le dialogue quand bien même on se trouve confronté à une situation de crise, ce qui représente une attitude nouvelle.

- 4 -

VST estime que l'atmosphère qui va présider à la rencontre entre MM. Haig et Gromyko ne sera pas détendue et que les entretiens entre les deux hommes seront difficiles, mais nécessaires.

Questionné par PRO sur le rôle que joue actuellement M. Brejnev en URSS, VST répond qu'il a l'impression que M. Brejnev tient plus que jamais les rênes du pouvoir bien en mains. Il en veut pour preuve, par exemple, le comportement des membres du bureau politique lors de leurs apparitions en public. VST estime, cependant, que M. Brejnev, pour des raisons de santé, est légèrement diminué dans sa capacité de travail et que l'influence de M. Gromyko, en ce qui concerne les relations internationales, va grandissant.

Interrogé par CFA sur ce que l'on est en droit d'attendre d'une éventuelle succession de M. Brejnev, VST répond que si l'on s'en réfère à l'expérience historique, il y aura une phase de transition. Dans ce contexte, la RFA essaiera d'user de toute l'influence dont elle dispose (quand bien même on a souvent accusé le Chancelier Schmidt de mollesse) pour que le successeur de M. Brejnev soit une "colombe" plutôt qu'un "faucon".

CFA : Va-t-on assister à une cassure entre les générations en URSS ?

VST : Les générations accèdent au pouvoir en URSS selon un rythme très différent de celui observé en Europe occidentale. En URSS, des gens âgés de 60 à 65 ans vont prochainement parvenir au commandement, alors que le tour de la génération née après la guerre ne viendra que plus tard.

Qu'en est-il du processus de remplacement des générations au pouvoir dans les autres pays de l'Est, demande CFA. Est-il aussi lent qu'en URSS ?

VST : Le parallèle pourrait être valable en République Populaire de Chine où la moyenne d'âge des membres du bureau politique oscille autour de 70 ans. Par contre, dans les pays du Pacte de Varsovie,

- 5 -

il n'y a pas de règles bien établies pour la transition d'une génération d'hommes au pouvoir à une autre; cela se fait par une lutte de factions et cela constitue une des causes du manque de stabilité observée dans ces pays. Ce problème est très grave, car il démontre que le système des pays du Pacte de Varsovie est si inflexible, si rigide, qu'il s'avère incapable de s'adapter à des normes stables et démocratiques. Le malaise est d'ailleurs si évident que les dirigeants de ces pays devraient s'en apercevoir.

A la demande de PRO, VST fait le point sur les relations inter-allemandes, comme suite à la réunion au sommet du 13 décembre 1981 entre le Chancelier Schmidt et M. Honecker. A entendre les acteurs de cette rencontre ou à lire les procès-verbaux des entretiens, on se rend compte que les positions fondamentales des deux Etats sont irréconciliables et qu'il n'y a pas moyen de jeter un pont entre les deux systèmes. Aucun rapprochement entre les deux Etats ne semble envisageable.

Ce qui, par contre, reste possible c'est de contribuer à améliorer le sort des hommes qui habitent ces deux Etats, de les aider à se rencontrer moyennant quelques concessions de part et d'autre et de veiller à résoudre des problèmes très concrets comme la gamme des questions liées à une frontière commune (désalinisation des eaux d'un fleuve, facilités dans le trafic routier et le trafic ferroviaire, par exemple).

En matière de politique extérieure, la RFA et la RDA sont tombées d'accord pour travailler ensemble à promouvoir la paix. Cependant, dès que l'on examine les moyens de parvenir à ce but, des divergences profondes subsistent.

Fin de la visite de courtoisie : 16 heures 50.

Du côté allemand, tous les membres de la délégation ont été présents lors de cette visite de courtoisie.

Du côté suisse : M. le Conseiller fédéral Pierre Aubert, M. le Secrétaire d'Etat R. Probst et Mlle C. Krieg (procès-verbal).

Besuch von Staatssekretär B. von Staden
Bern, 15. - 19. Januar 1982

TAGESORDNUNG

Seite

Mo 18.1.	I.	<u>Ost-West-Beziehungen</u>	
		KSZE	1
		Polen	3
		Treffen Schmidt-Breschnew	8
		Treffen Schmidt-Honecker	8
		Treffen Schmidt-Reagan	9
	II.	<u>Abrüstung</u>	
		Nuklearfragen, Rüstungskontrolle und -begrenzung UN-Sondersitzung	9
Di 19.1.	III.	<u>Pazifismus</u>	12
	IV.	<u>Eindämmung von Flüchtlingsströmen</u>	16
	V.	<u>Nord-Süd-Dialog</u>	17
		Globalverhandlungen	
	VI.	<u>Energiepolitik</u>	19
	VII.	<u>Europa</u>	
		Frankreich: Neue Regierung und Nationalisierungen	22
		Türkei: Politische und wirtschaftliche Fragen	24
		Genscher-Plan	26
	VIII.	<u>Dritte Welt: Tour d'horizon*</u>	
		Afghanistan	
		Namibia	
		Kampuchea	
		Naher und Mittlerer Osten	

*Aus zeitökonomischen Gründen wurde dieser Traktandenpunkt anlässlich eines Arbeitslunches der beiden Delegationen zwischen von Staden und Botschafter Hugentobler besprochen. Die Aufzeichnung über dieses Gespräch ist diesem Bericht angeheftet.

Schweizerische Delegation

Staatssekretär Raymond PROBST (PRO)
 Botschafter Edouard BRUNNER (BRE)
 Botschafter Jean-Pierre RITTER (RR)
 Herr Paul WIDMER, Politische Abteilung I (Protokoll)
 Frl. Anne BAUTY, diplomatische Sekretärin des Staatssekretärs

Ausserdem nahmen zeitweise teil:

Botschafterin Francesca POMETTA (PO)
 Botschafter Arnold HUGENTOBLER (HTR)
 Botschafter Benedikt VON TSCHARNER (VT)
 Minister Jean ZWAHLEN (ZW)
 Herr Herbert VON ARX (AX)
 Herr Eugen KLOETI
 Frl. Margrit MEIER (Integrationsbüro)

Deutsche Delegation

Herr Berndt VON STADEN, Staatssekretär des Auswärtigen
 Amtes der BRD (ST)
 Herr Helmut REDIES, Botschafter der BRD in der Schweiz
 Herr Christian FEIT, Sektionschef in der politischen Ab-
 teilung II (Swiss Desk)
 Herr Thomas SCHMITT, Botschaftsrat auf der Botschaft der
 BRD in Bern
 Herr Peter VON BUTLAR, Persönlicher Referent des Staats-
 sekretärs

Staatssekretär Probst begrüsst seinen deutschen Kollegen Berndt von Staden und dankt, insbesondere auch im Namen unserer Botschaft in Bonn und des BAWI, für die sehr gute Zusammenarbeit mit dem Auswärtigen Amt.

I. OST-WEST-BEZIEHUNGEN

a) KSZE

PRO Auf der Madrider KSZE-Konferenz ist es das Ziel der neutralen und nicht-paktgebundenen Staaten (N+N), mit ausgewogenen Lösungen - und nicht mit billigen Kompromissen - auf ein Schlussdokument hinzuarbeiten. Wir glaubten, den Erfolg schon in Sichtweite zu haben, als sich am 13. Dezember mit der Verhängung des Kriegsrechtes in Polen die ganze Situation grundlegend änderte.

Nachdem die Einberufung einer von zahlreichen westlichen Staaten gewünschten Sondersitzung über Polen - wir haben diesen Antrag unter ausdrücklichem Hinweis auf den erforderlichen Konsens unterstützt - an eben diesem Konsens mit aller Wahrscheinlichkeit scheitern wird, ist es nun vordringlich, sich zu überlegen, wie das Traktandum "Polen" am 9. Februar bei der Fortsetzung der Konferenz abgehandelt werden soll. Nach unseren Informationen sind die Zehn entschlossen, ihre Aussenminister zur Eröffnung der Debatte zu entsenden. Wir haben noch nicht entschieden, auf welchem Niveau wir die Konferenz beschicken wollen.

BRE Am 25./26. Januar treffen sich die Neutralen in Wien. Unsere provisorische Haltung im Hinblick auf den 9. Februar ist folgende: Erstens wollen wir nicht, dass der KSZE-Prozess unterbrochen wird, da wir von seiner Nützlichkeit überzeugt sind. Gerade er verschafft uns Legitimationstitel zur Kritik der Vorgänge in und um Polen. Zweitens ist nach den Polen-Ereignissen ein "business as usual" nicht angebracht. Dieser Gesichtspunkt wird zwei Konsequenzen haben: 1. muss eine Polen-Debatte stattfinden, und 2. dürfte es, sofern in Polen nicht einschneidende Änderungen vorgenommen werden, keine Möglichkeit

geben, das von den N+N vorgelegte Schlussdokument zu verabschieden. Um diesen beiden Aspekten gerecht zu werden, scheint es uns am besten, wenn während ungefähr 2 Wochen eine Polen-Debatte stattfindet und hernach die Konferenz entweder bis nach Ostern oder bis im Herbst vertagt wird.

ST Wir bemühen uns um eine Antwort auf diese Fragen im Kreise der Zehn, wo es bekanntlich unterschiedliche Auffassungen gibt. Grundsätzlich stimmen wir der Ansicht zu, dass einerseits der KSZE-Prozess nicht unterbrochen werden darf und dass man andererseits an den polnischen Ereignissen nicht achtlos vorübergehen kann. Aussenminister Genscher hat eine Teilnahme der Aussenminister am 9. Februar vorgeschlagen, und die Staaten der Gemeinschaft - bis auf eine Ausnahme - scheinen dem nachkommen zu wollen. Wir glauben, Polen sei eine essentiell politische Frage, und dementsprechend seien auch zur Druckausübung politische Mittel erforderlich.

Ich frage mich, ob es richtig sei, die Konferenz nach zwei bis drei Wochen zu vertagen. Die UdSSR sitzt auf der Anklagebank, und man sollte ihr nicht dadurch entgegenkommen, dass man "zuerst vom Tisch aufsteht". Vielmehr sollte die Zeit für eine ausgedehnte Menschenrechtsdiskussion benutzt werden.

PRO Ihr Argument scheint mir gewichtig zu sein. Obwohl wir eher für ein anderes Vorgehen plädieren, können wir Sie jetzt schon versichern, dass wir nicht mit solchen Vorschlägen vorprellen werden, die den von Ihnen aufgeworfenen Bedenken nicht Rechnung tragen.

BRE Tatsächlich handelt es sich bei der Frage der Vertagung um ein Abwägen von gewichtigen Argumenten auf beiden Seiten. Für eine Vertagung spricht, dass nach einem Auftakt mit einer Polende-batte auf Aussenminister-Ebene der weitere Verlauf der Diskussion auf niedrigerem Niveau zu einer langatmigen und relativ wirkungslosen Übung abzugleiten droht, was dem KSZE-Prozess sehr schaden könnte. Würde man hingegen eine Vertagung bis

nach Ostern beschliessen, dann könnte eine Polendebatte erneut mit Druck und Elan einsetzen. Ausserdem besteht die Gefahr, dass die Dossiers erneut völlig geöffnet werden, da es dem Osten zur Zeit kaum möglich ist, das Dokument vom 16. Dezember zu übernehmen. Was die Tagungsstätte betrifft, so könnte Spanien der Konferenz entweder ein anderes Gebäude zur Verfügung stellen, oder es könnte ein anderes Land (z.B. die Schweiz) anfragen, ob es für die nächste Sitzung interimistisch als Gastgeber fungieren würde (Fussball-Weltmeisterschaft in Spanien!).

ST Wie Sie wissen, gibt es auch die Meinung, die KSZE sollte während der Polenkrise überhaupt nicht mehr zusammentreten. In der Ueberzeugung, dass Madrid auch eine Abschreckungsfunktion hat, schliessen wir uns dieser Meinung nicht an. Im Gegenteil, sie könnte zu einer Blockierung des gesamten KSZE-Prozesses führen.

PRO Ich möchte noch auf einen anderen Faktor hinweisen: Die öffentliche Meinung, die insgesamt recht skeptisch gegenüber der Madrider Konferenztätigkeit ist, würde es wohl kaum akzeptieren, wenn sich in monatelangen Tagungen kein sichtbares Resultat in Sachen Polen einstellt.

b) Polen

PRO Der Bundesrat hat mit seiner Erklärung vom 14. Dezember auf die Ereignisse in Polen sehr rasch und sehr deutlich reagiert. Gleichentags gab auch die Nationalratspräsidentin eine etwas weniger profilierte Erklärung ab. Die Bundesrepublik, die direkter in der Schusslinie liegt, war in ihrer öffentlichen Stellungnahme zurückhaltender.

ST Am 18. Dezember hat die Regierung im Bundestag Stellung bezogen. Der gesamte wirtschaftliche Verkehr wurde sogleich "in Suspens und unter politische Kontrolle" gestellt. Am 26. Dezember hat sich

der Bundeskanzler, was indessen aus guten Gründen zunächst nicht veröffentlicht wurde, an General Jaruzelski und an Parteichef Breschnew gewandt. Die Kritik, die in der Presse an der Bundesregierung geübt wurde, ist emotionell verständlich, jedoch rational nicht begründet. Anlässlich des Schmidt-Besuches in Washington stellten wir fest, dass die Lagebeurteilung weitgehend identisch ausfiel; dass sich die Ereignisse unter sowjetischem Druck abspielten, ist offensichtlich.

Was die Entwicklung der politischen Situation in Polen betrifft, so haben wir keinen Grund zu Optimismus. Das Repressions-system dehnt sich aus (wachsende Anzahl von Internierten, Säuberungsaktionen innerhalb der Partei, Gewissenszwang durch Loyalitätserklärungen). Doch wir müssen eingestehen, dass wir über viele innerpolnische Vorgänge nur mangelhaft informiert sind.

PRO Es ergeht uns ähnlich. Auch glaube ich, dass die Repressionen nicht unbedingt von Anfang an ins Szenario eingeplant waren, sondern dass sie sich nach dem bekannten eigendynamischen Gesetz entwickelt haben.

RR Ich möchte noch zwei Anmerkungen anbringen: Im Hinblick auf den Wiederbeginn der Madrider Konferenz könnte es nicht unwahrscheinlich sein, dass die polnische Regierung deklamatorische Gesten nach aussen vornimmt, die gleichzeitig mit einer Verhärtung im Innern einhergehen. Sodann, was die internationale Verstrickung der Ereignisse in Polen betrifft, so schien sie uns schon dadurch gegeben zu sein, dass die Medien im Ostblock bereits im Sommer 1980 betont haben, dass die Bewahrung des Sozialismus in Polen ein unabdingbarer Faktor der Stabilität des sozialistischen Staatensystems sei.

ST Es würde mich interessieren, wie Sie die wirtschaftliche Lage Polens beurteilen. Zwei deutsche Banken sind recht hoch im

Polengeschäft involviert. Auf der NATO-Tagung vom 11. Januar in Brüssel wurde die Umschuldungsaktion für 1981, soweit sie die öffentliche Hand betrifft, nicht in Frage gestellt. Eine Umschuldungsaktion für 1982 dagegen wurde vorderhand aufgeschoben. Die Ergebnisse, die auf der Pariser Tagung der wichtigsten Gläubigerländer vom 14./15. Januar erzielt wurden, entsprechen im wesentlichen den NATO-Beschlüssen. Die Gewährung neuer Kredite an Polen wurde, wie der Bundestag bereits früher schon beschlossen hatte, ebenfalls suspendiert.

PRO Der Bundesrat hat über diese Frage, die wir angesichts der massiven Verschuldung aller staatssozialistischen Länder sehr genau verfolgen, beraten. Was die Schuldenkonsolidierung für 1981 betrifft, so haben wir, obschon die Umstände einen Rückgriff auf die "Force majeure-Klausel" gestattet hätten, angesichts der korrekten Erfüllung sämtlicher Abkommensverpflichtungen von seiten Polens auf ein Votum zugunsten einer Suspendierung verzichtet. Auch die Zahlungen für die nicht staatlich garantierten Schulden erfolgten für 1981 ziemlich korrekt. Die 460 betroffenen westlichen Gläubigerbanken konnten sich nach langwierigen Verhandlungen mit den Polen auf ein Umschuldungsabkommen einigen. Hingegen konnte die von Polen im Sommer 1981 erbetene kurzfristige Devisenhilfe in der Höhe von 500 Mio. Dollar nicht realisiert werden, da einige Regierungen, unter ihnen auch die BRD, sich nicht in der Lage sahen, eine entsprechende Garantie zu gewähren. Die Schweiz wäre bereit gewesen, sich an der Devisenhilfe zu beteiligen. Für 1982 haben die Polen einen Kreditbedarf von 3,8 Mia. Dollar angemeldet, wobei die Schweiz einen Anteil von 107 Mio. Dollar übernehmen sollte. Ob diese Kreditgewährung zustande kommt, ist vorderhand noch nicht klar. Was die Schweiz betrifft, so hatte die Exportrisikogarantie-Kommission Polen im März 1981 einen Garantieplafond von 100 Mio. Franken*eröffnet, der bis zum Jahresende zu 2/3 beansprucht wurde. Die ERG-Kommission wird zu entscheiden haben, ob sie 1982 diesen Plafond erneuern will, wobei eine Neuzurverfügungstellung höchstens im Ausmass der von Polen geleisteten

*für sog. Reproduktionsgüter

Rückzahlungen in Frage kommen dürfte. Die Schaffung eines neuen Garantiefonds von 100 Mio. Franken dürfte kaum realisierbar sein. Ob eine Konsolidierung der für 1982 fälligen Schulden opportun sein wird, dürfte, da eine "Business-as-usual-Haltung" politisch nicht angezeigt ist, wesentlich von der Erfüllung politischer Vorbedingungen abhängen. Die Haltung der Schweiz bleibt also in dieser Frage offen.

Ich möchte noch darauf hinweisen, dass die wirtschaftlichen und finanziellen Probleme Polens grosse Auswirkungen auf die anderen osteuropäischen Länder haben werden, die gegen ähnliche Probleme ankämpfen - wirtschaftlich: wegen der ausgeprägten Arbeitsteilung unter den Oststaaten; finanziell: wegen der verminderten Kreditwürdigkeit im Sog der polnischen Schwierigkeiten, wo das Image der Oststaaten als äusserst korrekter Schuldner Schaden erleidet. Eine vermehrte Zurückhaltung des Westens in der Gewährung weiterer Kredite an den Osten wird auch eminente Auswirkungen politischer Art haben, die im Augenblick nur schwer abzuschätzen sind.

Die Botschaft der USA in Bern hat unser Departement über die amerikanischen wirtschaftlichen Sanktionsmassnahmen gegenüber Polen und der Sowjetunion informiert. Die USA haben uns nicht gebeten, ebenfalls analoge Massnahmen zu ergreifen, hingegen drückten sie ihre Hoffnung aus, dass die Schweiz nichts unternehmen werde, was die Wirksamkeit der amerikanischen Massnahmen unterlaufen könnte. Es entspricht unserer konstanten Praxis, dass wir uns wirtschaftlichen Sanktionen, die nicht von der ganzen Völkergemeinschaft getragen werden, nicht anschliessen. Hingegen sind wir auch nicht gewillt, als Drehscheibe für Umgehungsaktionen oder als Markt für offenkundige Ersatzbeschaffung zu fungieren. Es würde mich interessieren, wie Ihre Haltung in Sachen Sanktionen ist.

ST Innerhalb der NATO sind wir uns einig, dass die amerikanischen Massnahmen nicht unterlaufen werden dürfen. Eine Frage muss jedoch noch geprüft werden, nämlich die, wie bereits unterschriebene Kontrakte behandelt werden sollen.

Wie im NATO-Communiqué vom 12. Januar zu lesen war, prüft die Allianz weitere Massnahmen, wobei sie den unterschiedlichen

Interessenlagen Rechnung tragen will. Im Falle, dass es zu zusätzlichen Sanktionen kommt, ist es wichtig, dass folgende Punkte beachtet werden:

1. Die Kohärenz innerhalb der Allianz hat erste Priorität. In der Öffentlichkeit darf nicht mehr der Eindruck entstehen, die Polenkrise habe sich in eine Krise der Allianz übertragen.
2. Zwischen direkter und indirekter Intervention besteht, bei allem von seiten der Sowjetunion ausgeübten Druck, ein Unterschied.
3. Was immer wir tun werden, so muss es unser Ziel sein, Polen die Rückkehr zu einem Reformkurs zu erleichtern.
4. Die bisherigen wirtschaftlichen Sanktionsmassnahmen sind als politisches Signal zu verstehen. Ein effizienter Druck könnte zur Zeit nur im Nahrungsmittelbereich ausgeübt werden.

BRE Die polnische Regierungsequipe ist schon seit mehr als einem Jahrzehnt eher der liberalen Richtung zuzurechnen. Für die Zukunft würde ich annehmen, dass Polen wieder auf eine zentralistische Linie einschwenken wird, also eher eine Regierungspolitik à la Kadar denn à la Husak verfolgen wird.

ST Die Sowjetunion ist völlig unfähig, innerhalb des staatssozialistischen Systems Reformen zuzulassen. Daher bedeutet das ungarische Modell gegenwärtig wohl das Maximum dessen, was an Freiheit in einem osteuropäischen Staat geduldet werden kann.

- c) Treffen - Schmidt/Breschnew
 - Schmidt/Honecker
 - Schmidt/Reagan
-

Treffen Schmidt-Breschnew (22. - 25. November)

ST Breschnew ist immer noch, darüber gibt es keine Zweifel, auch faktisch die Nummer Eins in der Sowjethierarchie. Während des Bonner Besuches zeigte er erst nach einer dreistündigen Sitzung Ermüdungserscheinungen. Breschnews Exposé dauerte zwei Stunden lang. Man bekam allerdings den Eindruck, dass sich Gromykos Einfluss in aussenpolitischen und Marschall Ustinows in sicherheitspolitischen Belangen zusehends verstärkte.

Während des Treffens wurde mit Breschnew in zentralen Fragen keine Annäherung erreicht. Für die BRD waren indessen zwei Dinge wichtig. Erstens sollte der Sowjetunion klipp und klar gesagt werden, dass die BRD zum Doppelbeschluss der NATO vom Dezember 1979 steht, und zwar auch zu jener Hälfte, die die Nachrüstung betrifft. Zweitens versuchte die BRD die Sowjetunion zu überzeugen, dass der Verhandlungswille der USA in Sachen Mittelstreckenwaffen echt vorhanden sei. In diesem Punkt konnten wir, wie wir meinen, etwas Vertrauen einflößen, das sich positiv auf die Genfer Verhandlungen übertragen könnte.

Treffen Schmidt-Honecker (11. - 13. Dezember)

Es ist möglich, dass dieses Treffen sich positiv auf spezifische Fragen grenzüberschreitender Natur auswirken wird (Kreditswing, Eisenbahnstrecken, Entsalzung der Werra etc.) Doch Auswirkungen, die zu einer Veränderung der europäischen politischen Landkarte führen könnten, werden davon sicher nicht - und leider nicht, wie ich als Deutscher sagen muss - ausgehen. Besorgnisse der Art, wie sie insbesondere in der französischen Presse angemeldet wurden, sind völlig unbegründet.

Treffen Schmidt-Reagan (6. Januar)

Zwischen den beiden Gesprächspartnern bestand eine sehr weitgehende Identität in der Analyse der politischen Hauptereignisse. Auch die Communiquéverhandlungen wickelten sich so rasch ab, wie ich dies noch nie erlebt habe. Leider wurde die positive Grundstimmung durch unfreundliche Kommentare der amerikanischen Presse übertönt. So nahm ich beispielsweise selbst an einem Essen mit dem Präsidentenberater Edwin Meese teil, zu dem auch der Kolumnist William Safire eingeladen war. Was dann allerdings in dessen Kolumne in der "New York Times" über dieses Tischgespräch stand, war völlig entstellt.

II. ABRUESTUNG

- PRO Am 30. November haben in Genf die INF (Intermediate-range Nuclear Forces)-Gespräche begonnen. Gibt es erste Anzeichen, die auf einen positiven Verlauf deuten?
- ST Die Initialphase dauert noch an. Doch die sowjetische Ausgangslage entspricht im wesentlichen den Vorschlägen, die uns in Bonn während des Breschnew-Besuchs unterbreitet wurden. Zuerst sprachen die Sowjets von einem Moratorium, was für die westliche Seite völlig unakzeptabel ist. Dann lenkte sich das Gespräch auf eine schrittweise Reduktion von Nuklearwaffen; diese Verhandlungsrichtung wird gegenwärtig in Genf weiterverfolgt. Und als Fernziel projizierten sie ein nuklearwaffenfreies Europa. Was feststeht, ist, dass die Sowjetunion über die allfällige Stationierung von Pershing II-Waffen und Cruise-missiles sehr besorgt ist.

- 10 -

PRO Gegenwärtig sind die Anstrengungen im Bereich der Rüstungskontrolle und der Abrüstung sehr mannigfaltig. Die Genfer INF-Gespräche sind im Gange; die SALT- bzw. START-Gespräche werden im Laufe dieses Jahres möglicherweise wieder aufgenommen; die zweite UN-Abrüstungs-Sondergeneralversammlung beginnt im Juni; dieses Jahr wäre auch eine Ueberprüfungskonferenz des ABM (Anti-Ballistic-Missile)-Vertrages fällig; ausserdem werden die MBFR (Mutual-Balanced-Forces-Reductions)-Gespräche in Wien fortgesetzt. In all diesen Gremien bemüht man sich - und darüber hinaus natürlich auch in der KSZE - um das strategische Gleichgewicht, namentlich das Gleichgewicht in Europa. Glauben Sie, dass das Treffen Haig-Gromyko, das am 26. Januar in Genf stattfindet, irgendwelche Initialzündungen zu neuen Stossrichtungen - ich denke insbesondere an START - geben könnte?

ST Das kann ich nicht beurteilen. Aber offensichtlich sind die Sowjets am SALT-Prozess interessiert, befolgen sie doch den vom amerikanischen Senat nicht ratifizierten SALT II-Vertrag stillschweigend. Was uns betrifft, so sind wir sowohl an Verhandlungen über Mittelstreckenwaffen wie Interkontinentalraketen sehr interessiert.

PRO Anlässlich meines Besuches in Schweden führte ich am 18. September mit Staatssekretär Leif Leifland, der eben von einem Besuch in der Sowjetunion zurückgekehrt war, Gespräche. Dabei kamen wir auch auf das Problem einer nordischen kernwaffenfreien Zone zu sprechen. Auf keine seiner spezifizierten Fragen zu diesem Thema bekam Leifland* eine konkrete Antwort. Seine Gesprächspartner liessen im Gegenteil durchblicken, dass es ihnen bei dieser Angelegenheit nicht um die Sache selbst ging, sondern um ein taktisches Störmanöver zur Aufweichung der NATO-Nordflanke. In Bulgarien wurde mir eine Propagandaerklärung zugunsten einer kernwaffenfreien Zone auf dem Balkan abgegeben.

*in Moskau

- 11 -

- ST Das sind völlige "sweeping proposals", bei denen der konkrete Teil nie nachgeschickt wird. Dies ist mit ein Grund, weshalb die BRD bei Abrüstungsverhandlungen immer sehr auf Konkretisierungen drängt.
- PRO Erwartet die BRD in nächster Zeit Fortschritte bei den MBFR-Gesprächen in Wien?
- ST Da in einigen essentiellen Vorfragen, z.B. was die Daten und die begleitenden Massnahmen betrifft, noch keine Einigung erzielt werden konnte, wird in diesem Forum, in diesem unverzichtbaren Forum, weiterhin viel Geduld aufgebracht werden müssen. Für die BRD sind Einigungen über die Grundsätze der Vertrauensbildung und Verifikation unabdingbar für jeden möglichen Fortschritt im Bereich der Reduzierung und Begrenzung von Streitkräften.
- PRO Auf der ersten UN-Sondergeneralversammlung für Abrüstung (1978) reichte die Schweiz, da sie im Gegensatz zu früherer Praxis nicht selbst das Wort ergreifen konnte, über befreundete Staaten einen eigenen Vorschlag ein.
- PO Legen Sie grossen Wert auf diese Sonder-GV oder betrachten Sie sie eher als Routineangelegenheit? Finden Sie, es wäre wertvoll, wenn die Schweiz erneut ihre abrüstungspolitischen Grundsätze der GV unterbreiten würde?
- ST Wir messen der Sonder-GV sehr grosses Gewicht bei, was schon daraus hervorgeht, dass der Bundeskanzler selbst das Wort in New York ergreifen wird. Zu Ihrer zweiten Frage: Die Sonder-GV von 1978 hat den Dialog zwischen Nord und Süd um das wichtige Thema der Abrüstung erweitert. Diese Thematik entspricht den besonderen Sicherheitsbedürfnissen der Dritten Welt und der Ueberzeugung, dass überzogene Rüstungsausgaben der Industriestaaten deren Fähigkeit zur Entwicklungshilfe einschränken. Wir erachten die Sonder-GV als geeignetes Vehikel, um unseren realistischen

Prinzipien in Sachen Vertrauensbildung und Verifikation universelle Geltung zu verschaffen. Daher schätzen wir jede Unterstützung, die in die gleiche Richtung zielt und insbesondere auch die moralisch hoch legitimierte der Schweiz.

PRO Zum Export von Nukleartechnologie: Wir wurden eine Zeitlang von den USA beschuldigt, mit der Ausfuhr von Nukleartechnologie Pakistan zum Bau von Atombomben behilflich zu sein. Wir haben gegenüber den USA unterstrichen, dass sich die Schweiz strikte an die Bestimmungen des Atomsperrvertrags und an die Abmachungen des "Londoner Clubs" hält. Wir sind uns indessen bewusst, dass es noch Grauzonen gibt, die besser ausgeleuchtet werden müssen. Da wir uns aber entschieden gegen bilaterale Druckversuche wehren, drängen wir darauf, dass die verschiedenen Listen (z.B. Zangger-Liste) international revidiert und für alle Signatarstaaten verbindlich erklärt werden.

ST Unsere Standpunkte sind sich ähnlich. Auch wir vertreten die Ansicht, dass keine diskriminatorischen Druckversuche ausgeübt werden dürfen. Zudem können die grossen zukünftigen Wirtschaftsmächte nur durch ein international verbindliches System in die Nutzung der friedlichen Atomenergie eingebunden werden.

III. PAZIFISMUS

PRO Die Pazifismuswelle ist in der Schweiz, wenn auch in etwas abgeschwächter Form, ebenso spürbar wie in der BRD. Wir wurden durch unsere Botschaft in Stockholm darüber informiert, dass das schwedische Aussenministerium eine Studie über die westeuropäische Friedensbewegung angestellt hat. Diesem Bericht gemäss steht die Friedensbewegung sowohl personell wie organisatorisch weitgehend in der Fluchtlinie der Anti-Atomwaffenbewegung der 50er und 60er Jahre sowie des Vietnam-Protestes.

Katalysatorisch wirkten die Diskussionen um den Bau der Neutronenbombe sowie insbesondere der NATO-Doppelbeschluss vom Dezember 1979. Von der Friedensbewegung angesprochen werden vor allem junge Leute, die einerseits einer Führungskrise unterliegen und andererseits beängstigt über die internationale Wirtschaftskrise sind. Bemerkenswert ist ferner der Einfluss kirchlicher Kreise, insbesondere in der BRD und in den Niederlanden, sowie der hohe Frauenanteil in den nordischen Ländern. Offensichtlich bestehen direkte Verbindungen zwischen den Oststaaten und gewissen westlichen Friedensorganisationen, wobei vornehmlich Nachrichtenagenturen, Weltfriedensrat und Freundschaftsgesellschaften als Verbindungsorgane dienen.

ST Diese Analyse scheint mir richtig zu sein. Es besteht ein gewisses Protestpotential, das durch Katalysatoren in Bewegung gebracht wurde. Dieses Potential ist seit anfangs der 60er Jahre, wo es sich in der Anti-Atomwaffenbewegung ausdrückte, vorhanden. Ueber Biafra und Vietnam steuerte die Protestbewegung auf die Kernenergie zu, wobei die Demonstration in Brokdorf (1979) die letzte grosse Demonstration gegen die Nutzung der friedlichen Kernenergie war. Nach dem NATO-Doppelbeschluss konzentrierte sich der Protest auf die Nuklearwaffen. Obschon Kontakte der Friedensbewegung zum Osten vorhanden sind, ist die Friedensbewegung doch in erster Linie eine aus Angst geborene genuine Entwicklung. Es ist allerdings zutreffend, dass der Krefelder Appell (1980 in Krefeld erlassenes Manifest einer Gruppe, die aus DKP, Umweltschützern, Jugendgruppen und aus einzelnen Faktionen der evangelischen Kirche zusammengesetzt ist) in seiner Entstehungsgeschichte vom Osten mitgesteuert wurde. Mittlerweile wurde er von rund zwei Millionen Menschen unterzeichnet. Wir haben es also einerseits mit einem traditionellen Protestpotential und andererseits mit einem neuen Argumentationsfeld, nämlich der Nuklearstrategie, zu tun.

Ich möchte noch zwei Anmerkungen anfügen: Die Bonner Friedensdemonstration vom vergangenen Oktober, die rund 250.000 Menschen versammelte, nimmt sich angesichts der gutausgebauten Infrastruktur nicht so umwerfend aus, wie der Eindruck in der Presse teilweise gepflegt wurde. Sodann möchte ich festhalten, dass gemäss allen Meinungsumfragen die positive Einstellung der deutschen Bevölkerung gegenüber der atlantischen Allianz in den letzten Jahren keineswegs geschrumpft ist, sondern sogar leicht zugenommen hat. Rückblickend darf man sagen, dass seit ca. 20 Jahren ein Protestpotential besteht, das sich in Struktur und Umfang nur wenig geändert hat.

RR Für jeglichen Informationsaustausch auf dem Gebiet der Friedensbewegung sind wir besonders dankbar. Wir messen diesem Thema deshalb besondere Bedeutung bei, weil wir glauben, a) es sei hier ein neuer Faktor im Dispositiv der Sicherheitsanalysen entstanden, b) die Friedensbewegung in der Bundesrepublik sei ein Modellfall und c) wegen der offensichtlich vorhandenen gegenseitigen Beeinflussung der Strömungen in der Bundesrepublik und in der Schweiz.

Um diesen Fragenkomplex zu analysieren, haben wir eine Studien- gruppe eingesetzt. Ende der Woche erhalten wir einen ersten Bericht dieser aus Soziologen, Psychologen und Historikern zusammengesetzten Arbeitsgruppe. Diese Analyse wird dann von der gesamten Studiengruppe im Hinblick auf die Ausarbeitung von praktischen Vorschlägen verwertet. Wir glauben, dass es sich bei der Friedensbewegung nicht vorrangig um eine politische, sondern um eine neue, nur schwer fassbare Erscheinung handelt, bei der der ökologische Aspekt sehr wichtig ist. Vorderhand scheinen die Polen-Ereignisse den Schwung der Bewegung etwas gebremst zu haben.

- 15 -

- PRO Wir werden Ihnen unsere Ergebnisse - wie wir es bei der Jugendbewegung schon getan haben - gern zur Verfügung stellen.
- ST Dafür sind wir dankbar. Ich möchte noch hinzufügen, dass die Bundesrepublik aufgrund der Konzentration von atomaren Waffen auf ihrem Territorium in einer etwas anderen Lage ist (zur Zeit ca. 5.000 Nuklearwaffen). Wenn man die Diskussion in den USA um die MX-Raketen verfolgt hat, weiss man, dass die öffentliche Reaktion in Amerika bei gleichen Verhältnissen nicht anders verlaufen würde. Man stelle sich nur vor, im Staate Connecticut mit einer annähernd gleich grossen Bevölkerungsdichte würden proportional so viele Atomwaffen stationiert wie in der BRD!
- BRE Am 5. Dezember fand in Bern eine Friedensdemonstration statt, die ca. 30.000 Leute zu mobilisieren vermochte. Auf den 23. Januar - im Hinblick auf das Haig-Gromyko-Treffen - haben verschiedene Organisationen zu einer Friedensdemonstration in Genf aufgerufen. Doch da die dramatischen Ereignisse in Polen dazwischen liegen, beschloss das Organisationskomitee, auch Afghanistan und Polen in den Protest einzubeziehen, was die Partei der Arbeit bewog, sich aus dem Komitee zurückzuziehen. (Die von rund 60 Organisationen unterstützte Protestbewegung vermochte lediglich rund 6.000 Teilnehmer zu mobilisieren.)
- PO Auch in den internationalen Organisationen muss die Diskussion um Begriffe wie Frieden fortgesetzt werden, z.B. in der UNESCO. Die "Conférence intergouvernementale sur l'éducation pour le désarmement" scheint allzusehr nach östlichen Schnittmustern angefertigt zu werden. Die Vorbereitungskonferenz in Helsinki wird überwiegend nach sowjetischen Vorstellungen inszeniert. Es ist daher wichtig, dass sich unsere Staaten gut auf die Konferenz in Dresden vorbereiten.

- PRO Wir sind über gewisse aktivistische Entwicklungen innerhalb der UNESCO (Medien; jetzt auch auf dem Gebiet der Erziehung) beunruhigt.
- PO Die Schweiz würde es aus humanitärem Interesse sehr begrüßen, wenn die BRD die Genfer Zusatzprotokolle ratifizieren würde.
- ST Dieses Thema ist noch Gegenstand von Konsultationen innerhalb der Allianz; ich nehme jedoch Ihren Wunsch zur Kenntnis.

IV. EINDAEMMUNG VON FLUECHTLINGSSTROEMEN

- ST Flüchtlingsströme wirken regional destabilisierend und belasten Staaten mit einer liberalen Asylpolitik. Man muss daher versuchen, prophylaktisch die Entstehung von Flüchtlingsströmen zu verhindern. Da es sich beim Flüchtlingsproblem auch um eine Verantwortungsabschiebung von einzelnen Staaten handelt, könnte ein innerhalb der UNO ausgearbeiteter Verhaltenskodex eine erste graduelle Verbesserung herbeiführen. Die BRD hat daher in der 35. UNO-GV (1980) eine Initiative eingebracht, in der sie die Ausarbeitung von politischen Massnahmen und Richtlinien zur Behebung dieses Problems vorschlägt. Zu diesem Fragenkomplex liegt auch eine kanadische Initiative vor, die sich - in Ergänzung zum deutschen Vorstoss - überwiegend auf die humanitären Aspekte konzentriert.
- PRO Obgleich wir nicht UNO-Mitglied sind, wollen wir Sie in dieser Angelegenheit moralisch unterstützen. Wir sind über Ihre Initiativen in New York bestens dokumentiert. Das Flüchtlingsproblem in Europa wird gegenwärtig gerade um eine Version grösser. In der Schweiz liegen zurzeit Asylgesuche von annähernd 1.000 Polen vor. Ausserdem befinden sich ca. 2.000 Polen mit Touristenvisa in unserem Land. Bedeutend gravierender ist die Situation in Oesterreich: Dort halten sich beina-

he 30.000 Polen auf, die als Flüchtlinge registriert sind. Daneben gibt es nochmals 30.000 Polen, die entweder als Touristen oder als Schwarzarbeiter in jenem Land weilen. Der Bundesrat wird sich demnächst mit der Frage befassen, wie man Oesterreich in dieser schwierigen Lage helfen kann. (In seiner Sitzung vom 20. Januar hat der Bundesrat beschlossen, 1.000 polnischen Flüchtlingen aus Oesterreich in der Schweiz Asyl zu gewähren. Ausserdem sollen dem Comité intergouvernemental pour les migrations, CIM, Fr. 200.000.-- zur Deckung der Reisekosten von Flüchtlingen nach Drittländern zur Verfügung gestellt werden.)

ST In den siebziger Jahren haben wir jährlich im Schnitt 20.000 Flüchtlinge aus Osteuropa aufgenommen. Letztes Jahr waren es 50.000. Flüchtlinge aus kommunistischen Ländern werden auch in Zukunft selbst dann nicht zur Ausreise gezwungen, wenn der Antrag auf Asylrecht abgelehnt werden muss.

V. NORD-SUED-DIALOG

PRO Haben die USA ein ernsthaftes oder nur ein aus Rücksicht auf ihre Partner taktisch vorgeschütztes Interesse an Globalverhandlungen? Wird eine allfällige Konferenz in einem eigenständigen Gremium oder innerhalb der UN-Generalversammlung, etwa in einer Sondersitzung, abgehalten? Die Schweiz hätte ein konkretes Interesse, an den Verhandlungen teilzunehmen.

ZW Wir haben den Eindruck - bestärkt durch die Tagung der Nord-Süd-Gruppe vom 11./12. Januar in Paris -, dass der Nord-Süd-Dialog gegenwärtig in einem Engpass steckt. Die USA befürchten wohl, sollten Globalverhandlungen beginnen, isoliert zu werden.

ST Die USA nehmen jetzt zu den algerischen Verhandlungsvorschlägen Stellung. Wir haben den Amerikanern stets geraten, den Weg zu Globalverhandlungen zu beschreiten - und zwar innerhalb des UN-Systems. Insgesamt hat sich die Reagan-Administration schon

beträchtlich der europäischen Auffassung angenähert. Man kann das Nord-Süd-Verhältnis nicht bloss aus privatwirtschaftlichem und bilateralem Blickwinkel sehen. Meiner Auffassung nach wird es möglich sein, die noch bestehenden Differenzen abzutragen und mit Globalverhandlungen, ohne welche der Nord-Süd-Dialog nicht fortgesetzt werden kann, in absehbarer Zeit zu beginnen.

- PRO Es ist wichtig, dass die UN-Spezialorganisationen, auch wenn die Globalverhandlungen beginnen, in ihrer Substanz nicht unterhöhlt werden.
- VT In einem Gespräch zwischen Staatssekretär Jolles und seinem * Kollegen Schlecht wurde erörtert, welche sachlichen Aufgaben, welche Initiativen die Spezialorganisationen wahrnehmen könnten, um der Gefahr zu entgehen, sich zum überwiegenden Teil nur noch mit Prozedurfragen zu beschäftigen.
- ST Obwohl ich Ihnen zustimme, dass die Spezialorganisationen nicht nur über Prozedurfragen nachdenken sollten, so ist dieses formelle Element doch sehr wichtig, da Prozeduralfehler immense Auswirkungen haben können und oft kaum noch korrigierbar sind.
- ZW Ihre Erklärung ist insofern sehr interessant, als wir Schweizer fast etwas einseitig auf Substanzfragen ausgerichtet sind. Doch gegenwärtig können in der Substanz im Nord-Süd-Dialog kaum neue Stossrichtungen eingeschlagen werden. Haben Sie den Eindruck, dass die Entwicklungsländer zur Zeit mit einem politischen Vorstoss zufriedengestellt werden könnten, denn ein weitergehendes Angebot ist zur Zeit nicht denkbar.
- ST Ich kann diese Frage nicht beantworten. Persönlich bin ich jedoch, insbesondere wenn man langfristig denkt, nicht so pessimistisch. Indessen trifft es wohl zu, dass zuweilen kein Rückschritt bereits ein Fortschritt ist, dass man also froh sein muss, wenn man das Erreichte konsolidieren kann.

VI. ENERGIEPOLITIK

- VT Wir haben mit der BRD in der Internationalen Energie-Agentur (IEA) eine ausgezeichnete Zusammenarbeit - dies ist um so mehr zu schätzen, als die BRD und die Schweiz als ausgesprochen marktwirtschaftlich orientierte Länder öfters etwas isoliert dastehen, wenngleich diese Tendenz dank der neuen amerikanischen Administration etwas abgeschwächt wurde. Die Energiepolitik scheint in nächster Zeit im Bereich der Ost-West-Beziehungen schwierig zu werden. In diesem Zusammenhang würden mich Ihre Ansichten zu zwei Themenkreisen interessieren: erstens zum Erdgasröhren-Geschäft und zweitens zum sowjetischen Insistieren auf einer paneuropäischen Energieminister-Konferenz im Rahmen der Economic Commission for Europe (ECE).
- ST Zum Erdgasröhren-Geschäft: Dieses Geschäft war schon vor der Polenkrise in ein akutes Stadium geraten. Die Besorgnis der alliierten Länder bezieht sich auf die energiepolitische Abhängigkeit der BRD von der Sowjetunion. Die BRD hat diese Frage genau studiert und kam zum Schluss, dass sich die Abhängigkeit in einem verantwortbaren Masse einstellen wird. Die Erdgas-Einfuhr wird 30% des deutschen Bedarfes betragen, was 5% des Gesamtenergiebedarfes bedeutet. In kritischen Situationen würden genügend Ausweichmöglichkeiten bestehen. In diesem Zusammenhang sollte man nicht vergessen, dass Unsicherheitsfaktoren auch bei anderen Bezugsländern bestehen und dass die westlichen Ressourcen nur schonend ausgeschöpft werden sollten. Wir wollen also an diesem Geschäft festhalten. Zur paneuropäischen Konferenz: Bundeskanzler Schmidt ist weiterhin an dieser Konferenz interessiert. Unser Kompromissvorschlag, der drei Komponenten enthält, wurde zwar vom Osten abgelehnt, doch wir wollen auf der nächsten ECE-Jahresversammlung nochmals einen Vorstoss in die gleiche Richtung vornehmen. (Die drei Komponenten des Vorschlages sind: 1. Die Energieberater sollen Daten austauschen, 2. sie sollen ein Arbeitsprogramm ausarbeiten, 3. sie sollen eine paneuropäische Ministerkonferenz vorbereiten.)

VT Diversifikation im Energiesektor ist wichtig, doch angesichts der privatwirtschaftlichen Organisation unserer Wirtschaftssysteme können wir nicht vorschreiben, aus welchen Ländern die Energie von den Importeuren bezogen werden muss. Die Marktbranche lässt sich nicht gängeln, sie ist indessen für Ueberlegungen von staatlicher Seite offen.

Zum Erdgasgeschäft: In diesem Problembereich ist auch zu bedenken, dass der Osten, könnte er nicht Energieträger an den Westen liefern, im Ost-West-Handelsaustausch noch bedeutungsloser würde. Der Erdgasanteil am schweizerischen Energiekonsum beträgt zur Zeit 5% und könnte sich bis 1990 vielleicht auf 10% erhöhen. Davon würde der Osten etwa $\frac{1}{3}$ des Imports bestreiten. Unsere Bedenken bezüglich energiepolitischer Abhängigkeit sind gering, hingegen haben wir das Problem der Lagerung noch nicht gelöst.

Ich möchte noch anfügen, dass die Ausmarchungen bei der Auftragserteilung für den Gasleitungsbau bei uns einen bitteren Nachgeschmack hinterlassen haben. Unsere Firmen, die - wie übrigens auch die deutschen - nicht mit Staatssubventionen in eine bessere Startposition gehievt wurden, sind bei der Auftragserteilung nicht berücksichtigt worden, weil französische und italienische Firmen mit künstlich verbesserten Angeboten an den Verhandlungstisch treten konnten.

Zur paneuropäischen Konferenz: Wir nehmen zur Kenntnis, dass die BRD an ihrem Vorschlag festhält. Wir sind der Ansicht, zwischen den drei Komponenten müsse ein Gleichgewicht bestehen. Ob dies in der derzeitigen Situation, wo die USA eine paneuropäische Energiekonferenz wegen der politischen Lage in Europa als verfrüht erachten, erreicht werden kann, ist fragwürdig. Wir möchten auch unsere Bedenken allgemeiner Natur, die sich auf die gesamte Zusammenarbeit im Rahmen der ECE beziehen, anmelden; diese Organisation ist mit zuwenig Substanz angereichert. Ausserdem möchten wir auf unsere primären Interessen im Ost-West-Geschäft verweisen. Diese liegen einerseits in den Energiebezügen, die jedoch, da privatwirtschaftlich organisiert, nicht Verhand-

lungsgegenstand des Genfer Forums sind. Daneben würden wir auch ein Gespräch mit dem Osten über eine sicherere Bauweise von Leichtwasser-Raktoren als sinnvoll erachten, da ein Unfall in einem Oststaat grosse Auswirkungen auf die öffentliche Meinung in den westlichen Staaten haben würde. Doch auf diesem Gebiet ist die IAE0 bereits tätig.

PRO Ich sehe, die Probleme im Verkehr mit den Oststaaten haben sich seit jener Zeit, als ich Handelsdelegierter war, kaum geändert - ausser dass die Erwartungen in die Entwicklungsmöglichkeiten des Osthandels nun bedeutend gedämpfter sind.

ST Soll man der Sowjetunion Bohrtechnologie zur Verfügung stellen? In den USA gibt es zwei Meinungen darüber: die eine ist dagegen, die andere mit dem Argument dafür, dass die Sowjetunion sonst schon bald als Nachfrager auf dem nahöstlichen Markt auftreten würde, was zu Störungen auf dem Weltmarkt führen könnte.

VT Da die Oelförderung in den klassischen Abbaugebieten der Sowjetunion zurückgeht, glaube ich, braucht die UdSSR diese Technologie. Sonst kann sie weniger Energieträger an den Westen liefern, was zu einer vermehrten Nachfrage auf dem Weltmarkt führt. Ausserdem ist zu beachten, dass die Sowjetunion die aus diesem Geschäft erwirtschafteten Devisen braucht, um ihre Importe zu finanzieren. Bei einem allfälligen Ausfall würde der Osten noch höher beim Westen verschuldet, was sicher unerwünscht ist. Die Weltenergiewirtschaft ist ein System mit kommunizierenden Röhren, und deshalb, glaube ich, ist ein Embargo in diesem Bereich nicht empfehlenswert.

ST Unsere Ansichten gehen in die gleiche Richtung.

RR Zum Erdgasröhren-Geschäft: Glauben Sie, die Sowjetunion stuft dieses Geschäft in erster Linie politisch ein, das heisst als ein Mittel zur Erhöhung der Abhängigkeit des Westens, oder rein wirtschaftlich?

ST Ich würde das letztere annehmen.

VII. EUROPAa) Frankreich

PRO Die französische Gesetzgebung im Bereich der Nationalisierungen liegt noch nicht vor, doch die Nationalisierungen werden, vielleicht mit einigen Abstrichen, zweifelsohne durchgeführt. Es ist, wie ich deutlich festhalten möchte, das souveräne Recht Frankreichs, Nationalisierungen vorzunehmen. Das Nationalisierungsprogramm bringt freilich Verpflichtungen mit sich, die respektiert werden müssen. Es handelt sich hierbei um angemessene Entschädigungen der früheren Anteilseigner, insbesondere der ausländischen. Wir müssen daher die Frage studieren, ob a) der beabsichtigte Umfang der Entschädigung angemessen ist und den völkerrechtlichen Verpflichtungen entspricht, und b) inwiefern die Nationalisierungen extraterritoriale Wirkungen zeitigen können. Nach klassischem Völkerrecht ist dies nicht möglich. Wir hatten den Eindruck, dass die Bundesrepublik bezüglich der Entschädigungsmodalitäten zwar eine ähnliche Haltung einnimmt wie wir, mit Rücksicht auf den Gemeinschaftspartner aber eine etwas weniger deutliche Sprache anwandte.

ZW Anlässlich des Besuches von Bundesrat Aubert bei Aussenminister Cheysson im vergangenen November überreichten wir ein Memorandum zu folgenden drei Gebieten: 1. Entschädigungen, 2. Protektionistische Massnahmen, 3. Arbeitsplätze von französischen Tochtergesellschaften in der Schweiz. Da wir weder EG-Mitglied sind noch ein so grosses Gewicht wie die USA haben, ist unsere Ausgangslage etwas schwieriger. Wegen der intensiven wirtschaftlichen Verflechtung haben diese Fragen dennoch für uns sehr grosse Bedeutung. Am letzten Samstag nun (16. Januar) hat der Verfassungsrat seine Einwände gegen den von der Legislative verabschiedeten Gesetzesentwurf erhoben. Wir waren überrascht, in welchem Ausmass Kritik geübt wurde. Insbesondere wurden auch Einwände gegen die vorgesehenen Entschädigungsmodalitäten und die extraterritorialen Auswirkungen vorgebracht. Wir gedenken nun folgendermassen vorzugehen:

Vorerst wollen wir die Gesetzestexte studieren, sodann möchten wir mit der französischen Verwaltung und hernach mit französischen Wirtschaftskreisen ins Gespräch kommen, und schliesslich werden wir eine neue Stellungnahme ausarbeiten.

- PRO Zur Entschädigungsfrage: Vorgesehen ist die Abgabe von Staatspapieren in Form von Obligationen, die negoziabel sein sollen. Es ist vorauszusehen, dass die Inhaber von solchen Titeln diese raschestmöglich abschieben wollen; daher stellen sich in diesem Bereich Fragen eines Kursabfalls, ferner solche nach einem Schutz vor Inflation und auch vor Währungsrisiken.
- ZW Wir wissen nicht genau, wohin der Verfassungsrat mit seiner Bemerkung, die Entschädigungsmodalitäten seien unbefriedigend, zielte. Wahrscheinlich würde eine Verbesserung der Abfindungen einen Mehraufwand von 5 bis 6 Mia. FF mit sich bringen. (Die parlamentarische Sonderkommission schätzte in ihrem Bericht unterdessen die aus der Abänderung des Entschädigungsmodus erwachsenden Mehrkosten auf 7 bis 9 Mia FF.)
- ST Wir sehen die Problemlage gleich wie Sie. Vorerst wollen wir prüfen, was sich aus dem Urteil des Verfassungsrates ergibt. Dann wollen wir neue Konsequenzen ziehen, und unsere Fachleute sollten in engem Kontakt bleiben.
- ZW Wir sind besorgt über die protektionistischen Tendenzen in Frankreich, die sich unter dem Stichwort "Reconquête du marché national" anbahnen.
- PRO Der Protektionismus kann sich in Frankreich auf eine lange Tradition abstützen. Immer wieder bricht er durch.
- ST Sehen Sie hinter dem Nationalisierungsvorhaben protektionistische Motive?
- PRO Wohl haben protektionistische Motive das Nationalisierungsprogramm nicht ausgelöst, doch sie schwingen in diesem Vorhaben mit.

- ST In Frankreich besteht die Neigung zur Planifikation und damit auch der unterschwellige Wunsch, den ausländischen Einfluss zurückzudrängen. Doch im Vergleich zur Situation vor 20 Jahren, als Frankreich noch kein aussenhandelsorientiertes Land war, hat es einen langen Weg zurückgelegt. Wenden sie sich bei handelspolitischen Problemen auf bilateralem Weg an Paris selbst oder an Brüssel?
- VT Das hängt von der Natur des Problemes ab, doch wir unterbreiten zuweilen auch EG-Fragen den nationalen Hauptstädten.
- ST Der deutsche EG-Kommissar Narjes ist für den inneren Markt zuständig. Er kennt die Problematik sehr gut, und es wird stets nützlich sein, wenn Sie mit ihm einen direkten Kontakt pflegen.
- Meier Wir haben uns diese Woche an die Kommission gewandt und um nähere Auskunft bezüglich der "Reconquête" und um die Einschätzung dieses Programms von seiten der Kommission gebeten. Ihre Anregung, mit Herrn Narjes in Kontakt zu treten, nehmen wir sehr gern entgegen.

b) Türkei

- PRO Wir haben alles Interesse daran, die Türkei nicht vor den Kopf zu stossen. Trotz allem, was passiert ist, bemühen wir uns um ein Verbleiben der Türkei im Ministerkomitee des Europarates. Entspricht dies auch Ihrer Haltung? Ein zweites Problem betrifft die Wirtschaftshilfe. Wie können und wollen wir sie fortsetzen?
- ZW In diesem Frühjahr wird voraussichtlich innerhalb der OECD eine "Planning Session" stattfinden, wo eine allfällige Hilfsaktion für 1982 zur Diskussion steht. Doch politische Ereignisse bereiten dem Bestreben, die Hilfe fortzusetzen, einige Schwierigkeiten, derweil das Wirtschaftsprogramm in der Türkei zweifelsohne erfolgreich ist.

- PRO Wir wurden gar mit der Forderung konfrontiert, die noch nicht ausbezahlten Tranchen von 1981 zurückzubehalten - eine Forderung, auf die wir nicht eingingen. Doch für die Hilfsaktion 1982 müssen wir die politischen Probleme in Erwägung ziehen. Auf der letzten IMF-Tagung wurde auch auf die Möglichkeit hingewiesen, dass amerikanische Banken, insbesondere die City Bank, bereit wären, mit der Weltbank zusammen der Türkei einen Mischkredit zu gewähren. Sollte diese Aktion erfolgen, dann wären uns schon einige Probleme abgenommen.
- ST Der Vergleich Polen - Türkei, wie er in gewissen Kreisen angestellt wird, ist grundfalsch. In Polen wurde ein Liberalisierungsprozess abgewürgt, während in der Türkei anarchieähnliche Zustände unterbrochen wurden. Das Wirtschaftsprogramm der Türkei weist gewiss beachtliche Erfolge auf, doch ebenso gewiss kommen in diesem Land auch Menschenrechtsverletzungen vor. Schon für das Jahr 1981 wurde bei uns die Gewährung weiterer Kredite von der Zustimmung von parlamentarischen Ausschüssen abhängig gemacht. Die Regierung wird hierüber Ende Februar einen Bericht abliefern. Wir sind überzeugt, dass die Türkei den Weg zur Redemokratisierung redlich beschreiten will und auch mit grossem Ernst an einer neuen Verfassung arbeitet. Wie sich die parlamentarischen Ausschüsse entscheiden werden, ist nicht vorauszu- sehen. Ich hoffe indessen, dass eine vorgängige Abstimmung in der parlamentarischen Versammlung des Europarates kein negatives Präjudiz schaffen wird.
- BRE Ich war gestern mit der schweizerischen parlamentarischen Gruppe des Europarates zusammen. Wir bemühten uns, den Vergleich Polen - Türkei mit den gleichen Argumenten zu zerstreuen, die Sie eben vorgebracht haben. Die Debatte in Strassburg wird voraussichtlich sehr hart sein; doch welchen Ausgang auch immer sie nehmen wird, so ist zu berücksichtigen, dass das Ministerkomitee nicht an das Abstimmungsresultat gebunden sein wird. Hin- gegen besteht die Gefahr, dass sich die Türkei aus eigenem An- trieb aus dem Europarat zurückziehen könnte, was zu bedauern wäre.

ST Ich vertrete die Ansicht ebenfalls, die Parlamentarier sollten davon überzeugt werden, dass sich das Land auf dem richtigen Weg befindet.

PRO Unsere Zielrichtung ist offensichtlich die gleiche, und daher dürfte es vorteilhaft sein, wenn wir auch auf diesem Gebiet Kontakte pflegen.

c) Genscher-Plan

PRO Am 19. November 1981 hat Aussenminister Genscher dem europäischen Parlament offiziell den nach ihm - und manchmal auch zusammen mit dem italienischen Aussenminister - benannten Plan unterbreitet. In welches Stadium der Konkretisierung ist dieser Vorstoss bereits getreten und besteht die Gefahr, dass dort, wo die EG auf kultureller Ebene aktiv werden will, eine Konkurrenzsituation zum Europarat entstehen wird?

ST Der Genscher-Plan liegt vorderhand nur als Rahmenvorstellung vor. Diverse Punkte müssen noch spezifiziert werden. So gehört beispielsweise in der BRD die Kulturpolitik in die Kompetenz der Länder. Wie der Genscher-Plan auf diesem Gebiet näher definiert wird, ist noch nicht abgeklärt. Ich glaube indessen, was die Kulturpolitik-Komponente betrifft, jetzt schon sagen zu können, dass die EG gegenüber dem Europarat keineswegs ein Konkurrenzverhältnis, sondern einen gegenseitig stimulierenden und befruchtenden kulturellen Austausch anstreben wird.

- 27 -

- Der Genscher-Plan beinhaltet auch noch andere Elemente, so
- eine Erweiterung der Rechte des europäischen Parlamentes sowie eine verbesserte Zusammenarbeit der anderen Organe mit diesem Gremium;
 - verstärkte Koordination in der europäischen politischen Zusammenarbeit im sicherheitspolitischen Bereich;
 - eine stärkere Führungsrolle des Ministerrates.

Zur weiteren Konkretisierung: Das belgische Präsidium wird nun entscheiden, in welchem Gremium der Genscher-Colombo-Plan weiterverfolgt werden soll.

* * *

*

Im Anschluss an die Verdankung der Gespräche lädt Staatssekretär von Staden seinen schweizerischen Kollegen zur Fortsetzung der Konsultationen nach Bonn ein.

HTR/lt

Den 19. Januar 1982

Anmerkungen des Staatssekretärs von Staden (X)
zu einigen Themen: (anlässlich des ihm von
Staatssekretär Probst offerierten Lunches vom
18. Januar 1982)

Namibia

X ist der Ansicht, dass die "Fünfer-Kontaktgruppe" bisher einigen Erfolg aufweisen kann, dass aber der Druck auf Südafrika, um die notwendigen Konzessionen zu erreichen, eindeutig von den USA her kommen muss. Ihn ermutige die Feststellung, dass die Reagan-Administration ihre Afrika-Politik von der einseitigen Ausrichtung auf Südafrika zu lösen versuche (Kontakte Crockers mit Angola etc.). Diese Entwicklung stehe im Zusammenhang mit der allgemeinen Revision des Reagan-Weltbildes, das einiges von seiner anfänglichen Fixierung auf Israel - Südafrika - Taiwan - Südkorea verloren habe. Die BRD glaube auch, dass Angola und Mosambik "zurückzuholen" seien; genau wie Genscher anlässlich des Besuches von Sam Nujoma (im Frühjahr 1981, als er anstatt am Ausflug der Teilnehmer der Genfer Namibia Konferenz in die Umgebung von Genf mitzumachen, nach Bonn gereist war) auf ihn eingewirkt habe, seine extremen Forderungen fallen zu lassen. Von deutscher Seite also optimistischer Realismus.

Zentralamerika

Die Entwicklung in Nicaragua enttäusche doch sehr. Der Pluralismus in Gesellschaft und Politik verliere mehr und mehr an Boden; auch die verschiedenen in Zentralamerika tätigen deutschen Stiftungen (wie z.B. die Friedrich Ebert, Franz Naumann-Stiftungen usw.) seien allmählich zu dieser Auffassung gelangt. Die BRD überprüfe daher ihre Entwicklungshilfe an Nicaragua, und zwar im Sinne einer Reduzierung. Obwohl X nicht gerne Frankreich kritisieren, glaube er doch,

dass Paris in bezug auf Nicaragua allzu sehr auf Regis Debray höre. Andererseits sei nicht anzunehmen, dass es zu einer amerikanischen militärischen Intervention in Nicaragua komme. Auf die Frage, wie denn Nicaragua aus dem Einflussbereich Kubas und der Sowjetunion herauszuhalten sei, meint X, dieses zentralamerikanische Land sei keine Insel, und die Umgebung werde dafür sorgen.

Salvador habe auch die BRD um Beobachter zur Ueberwachung der nächsten Wahlen gebeten. X teilt mit - vorerst vertraulich, da der Entscheid im Rat der EG noch getroffen werden müsse - dass die BRD diesem Ersuchen nicht entgegenzukommen gedenke. Die Voraussetzungen für diese Wahlen seien zu einseitig gewichtet, um eine sinnvolle Ueberwachung zu gestatten. Was den kürzlichen Rückzug des deutschen Botschafters nur einige Wochen nach Antritt seines Amtes in San Salvador anbelange, so sei dieser rein sicherheitstechnisch nötig geworden. Die Regierung El Salvadors habe die Anwesenheit des Botschafters aus Bonn publizistisch so sehr hochgespielt, dass er persönlich Gefahr gelaufen sei, als Zielscheibe für Terrorangriffe erhalten zu müssen.

Libyen

Nach der Analyse Bundesausserminister Genschers sei Kadhafi kein Werkzeug der UdSSR und wolle es auch nicht sein. Hingegen sei er "abenteuerlich" veranlagt und wolle die geschichtliche Grösse des Islam und des Sahara-Reiches wieder herstellen. Es wäre nach Genschers Auffassung ein Irrtum, Kadhafi isolieren zu wollen. Vielmehr habe Westeuropa alles Interesse daran, in stetigem Kontakt auf ihn einzuwirken, um ihn von weiteren Abenteuern abzuhalten. Es sei eine Wette, und es bleibe nur zu hoffen, dass diesen Bemühungen Erfolg zukomme.

Afghanistan

Die Russen hätten sich festgefahren und der Widerstand nehme zu. Allerdings könnten sich die Russen sagen, sie hätten seinerzeit 30 Jahre gebraucht, um die zentralasiatischen Republiken unters Joch zu zwingen. Was bleibt zu tun? Genügt die Verbalpolitik des Westens? Laut X ja, insofern man damit ein konkretes Ziel anstrebe: die UdSSR in den Ländern der dritten Welt (besonders unter den Blockfreien) als imperialistische Macht blosszustellen und diese, zum Beispiel, davon abzuhalten, Freundschaftsverträge mit Moskau abzuschliessen. Da die UdSSR wirtschaftlich ja sowieso wenig oder nichts zu bieten habe, wie die Länder der dritten Welt dies mehr und mehr feststellten, stosse dieses Vorgehen auf einig Echo. Dieses äussere sich unter anderem in den Stimmenverhältnissen bei den Vereinten Nationen.

Kampuchea

X hat am letzten Freitag den Besuch von Sonn Sann erhalten, der von seinem "Generalstabschef" begleitet war. Sonn Sann machte einen guten Eindruck, und es wäre zu wünschen, dass die von der ASEAN propagierte Dreierkoalition (Rote Khmers - Sonn Sann - Prinz Sihanouk) zustande käme, schon um die westliche Welt von der Peinlichkeit zu befreien, für das Regime Pol Pots stimmen zu müssen. In der UNO ziehe die BRD in den Abstimmungen über die Sitzfrage sich damit aus der Schlinge, dass sie sich für den "Status quo ante" einsetze: also weder für Heng Samrin noch für Pol Pot und auch keine Stimmenthaltung. Die ASEAN-Staaten seien durch ausgezeichnete Missionschefs in Bonn vertreten, und die BRD messe der Zukunft der ASEAN und der Zusammenarbeit mit ihr grosses Gewicht bei.

(sig. Hugentobler)

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

p.B.15.21 A (8) PRO/stb

Bern, den 1. Februar 1982

p.B. 15.21.A.

VERTRAULICH

Seite 27

Schweizerisch-bundesdeutsche Konsultationen
auf Staatssekretärsebene

An die schweizerischen diplomatischen Vertretungen

die schweizerischen Vertretungen:

- beim Europarat, Strassburg
- bei der Europäischen Gemeinschaft, Brüssel
- bei der UNO, New York
- bei der UNESCO, Paris
- bei den internationalen Organisationen, Genf
- bei den internationalen wirtschaftlichen Organisationen, Genf
- bei der OECD, Paris

Herrn Bundesrat P. AUBERT
Herrn Generalsekretär A. GLESTI
Herrn Botschafter E. DIEZ
Herrn Botschafter M. HEIMO
Herrn Botschafter J. MONNIER
Frau Botschafter F. POMETTA
Herrn Botschafter E. BRUNNER
Herrn Botschafter A. HUGENTOBLE
Herrn Botschafter J.-P. RITTER
Herrn Botschafter H. KAUFMANN
Herrn Minister J. ZWAHLEN
Herrn Minister M. JACCARD
Herrn Minister P.-L. GIRARD
Herrn Stv. Direktor R. STETTLER
Herrn Minister M. KRAFFT
Herrn O. UHL
Herrn H. von ARX
Herrn Staatssekretär P. JOLLES (BAWI, EVD)
Herrn Botschafter K. JACOBI (BAWI, EVD)
Herrn Botschafter C. SOMMARUGA (BAWI, EVD)
Herrn Botschafter B. von TSCHARNER (BAWI, EVD)
Herrn Botschafter E. ROETHLISBERGER (BAWI, EVD)
Herrn Botschafter Ph. LEVY (BAWI, EVD)
Herrn Dir. P. HESS (BAP, EJPD)
Herrn Divisionär M. PETITPIERRE, Chef UNA (EMD)
Herrn Major i Gst J. SCHAERLI (GGST, Op, EMD)

REI, BOD, KNZ, RY, RD, SBL, EA, WI, EY, BRO, JL, SAL, DU,
LB, DD, HJ, SPE, GO, STE, CC, KR, RV, HG, WE, CRE, HI,
BY, SA

In der Zeit vom 15. bis zum 19. Januar empfing der Unterzeichnete seinen bundesdeutschen Kollegen Berndt von Staden in Bern zu einer neuen Runde der zur Tradition gewordenen Konsultationen auf Staatssekretärs-Ebene.

Die wichtigsten Gesprächsgegenstände wurden unseren Botschaften bereits durch Wochentelex gemeldet. Sie erstreckten sich auf die Ost-West-Beziehungen mit besonderen Schwerpunkten Polen und Madrider Folgekonferenz der KSZE; die diversen Abrüstungsbemühungen, inklusive eurostrategische und interkontinentale Nuklearwaffen sowie u.a. auch die bevorstehende UN-Sondergeneralversammlung für Abrüstung; die Treffen von Bundeskanzler Schmidt mit Reagan, Breschnew und Honecker; die pazifistischen Strömungen in Westeuropa; energiepolitische Fragen (inkl. sowjetische Erdgaslieferungen); die Nord-Süd-Globalverhandlungen; die bevorstehenden Nationalisierungen in Frankreich und das Risiko protektionistischer Strömungen; die Lage in der Türkei samt ihren Auswirkungen auf die Fragen der internationalen Finanzhilfe und des Verbleibs im Europarat; den Genscherplan (Inhalt und Verhältnis zum Aktionsfeld des Europarates) etc.

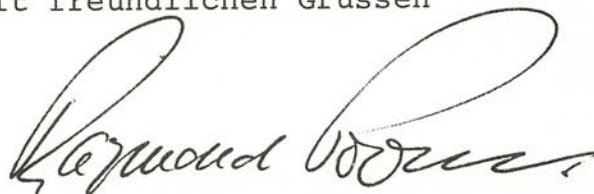
Im Rahmen dieser Konsultationen stattete Staatssekretär von Staden auch dem Vorsteher des EDA einen Besuch ab, der sich, als Höflichkeitsvisite konzipiert, zu einem eigentlichen substantiellen Meinungs austausch entwickelte.

Zur näheren Orientierung über die verschiedenen Gespräche, die uns wegen ihrer politischen Aktualität besonders fruchtbar erschienen, dürfen wir Ihnen heute anbei folgende Texte übermitteln:

- "Compte rendu" des Besuchs von Stadens bei Bundesrat Aubert (verfasst von Frl. Catherine Krieg)
- Aufzeichnung der Konsultationen auf Staatssekretärs-Ebene (protokolliert von Herrn Paul Widmer)

- Notiz Botschafter Hugentobler zu seinem Gespräch über Dritt-
weltprobleme mit dem deutschen Staatssekretär anlässlich
des Arbeitslunchs vom 18. Januar.

Mit freundlichen Grüßen

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Raymond Probst', written in a cursive style.

(Raymond Probst)

3 Beilagen